

CIRCULATION ET USAGES DE L'IDÉE D'HÉGÉMONIE. DE ANTONIO
GRAMSCI À PABLO IGLESIAS EN PASSANT PAR ERNESTO LACLAU ET
CHANTAL MOUFFE

[Manuel Cervera-Marzal](#)

Éditions Le Bord de l'eau | « [Revue du MAUSS](#) »

2022/2 n° 60 | pages 379 à 396

ISSN 1247-4819

ISBN 9782356879042

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-du-mauss1-2022-2-page-379.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Éditions Le Bord de l'eau.

© Éditions Le Bord de l'eau. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Circulation et usages de l'idée d'hégémonie

De Antonio Gramsci à Pablo Iglesias en passant par Ernesto Laclau et Chantal Mouffe

Manuel Cervera-Marzal

L'hégémonie est une idée voyageuse. Formalisée par Antonio Gramsci dans le bouillonnement politique italien des années 1920, reprise un demi-siècle plus tard par Ernesto Laclau et Chantal Mouffe dans une discussion anglo-saxonne sur l'émergence des « nouveaux mouvements sociaux » et les impasses du marxisme, puis récemment exploitée par Pablo Iglesias afin d'élaborer la stratégie politique du parti Podemos, l'hégémonie circule dans le temps et dans l'espace. La démarche adoptée dans cet article propose de partir des contextes dans lequel cette idée est mobilisée et des conditions de transfert d'un auteur à l'autre, afin de montrer à quels enjeux théoriques et pratiques elle répond. Nous postulons que les intellectuels sont pris dans des controverses et qu'ils utilisent les idées comme des ressources dont le sens varie et dépend des situations d'énonciation. Le rôle de l'historien des idées est de reconstruire ces différents sens en se montrant attentif aux écrits des intellectuels (analyse interne) et au contexte – social, politique, intellectuel – dans lequel ils écrivent (analyse externe).

Le travail présenté ici se restreint à quatre auteurs qui se réfèrent chacun à leurs prédécesseurs (Laclau et Mouffe s'appuient abondamment sur Gramsci, Pablo Iglesias opère de la même façon avec Gramsci, Laclau et Mouffe). Un deuxième élément explique ce choix. Antonio Gramsci et Pablo Iglesias appartiennent tous deux à la catégorie de l'intellectuel-dirigeant. Outre la monumentale production théorique exposée dans les *Cahiers de prison*, Antonio Gramsci fut l'un des principaux dirigeants du Parti communiste italien, fondé en janvier 1921 à Livourne. Pablo Iglesias, né en 1978, secrétaire général du parti espagnol Podemos de 2014 à 2021, est également docteur en théorie politique à l'Université Complutense de Madrid et auteur de sept ouvrages en nom propre. Comparés à Gramsci et Iglesias, Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, respectivement professeurs à l'Université d'Essex et à l'Université de Westminster, apparaissent comme des figures plus classiques

et plus « pures » de l'universitaire intellectuel. Mais, s'ils n'ont jamais été des dirigeants politiques, il faut en revanche remarquer que Laclau et Mouffe ont toujours assumé un certain engagement politique. Durant leur jeunesse, Laclau milita au sein de la gauche péroniste argentine et Mouffe au sein du mouvement féministe londonien. Plus tard, Laclau fut un interlocuteur régulier et un soutien affirmé des présidents Nestor et Cristina Kirchner. Chantal Mouffe entretient une relation semblable avec Pablo Iglesias, Jean-Luc Mélenchon et Jérémy Corbyn.

Ces données biographiques indiquent que l'idée d'hégémonie est promue par des acteurs qui se positionnent à l'intersection du champ politique, du champ intellectuel et du champ de la gauche. Ces champs sont structurés différemment dans l'Italie des années 1920-1930, dans la Grande-Bretagne des années 1980-2000 et dans l'Espagne des années 2010. Mais, à chaque fois, leur chevauchement offre à l'idée d'hégémonie un espace propice à son déploiement. On peut y voir une première constante. Une seconde constante est la préoccupation, fortement marquée, de ces quatre penseurs pour la question stratégique. Enfin, troisièmement, il semblerait que la vitalité de l'idée d'hégémonie soit liée à des périodes de crise de la gauche, dans la mesure où cette idée permet aux auteurs qui s'en saisissent de surmonter, au moins partiellement, les dilemmes théoriques et les difficultés politiques auxquels ils sont confrontés. Ces périodes de crise surviennent à la suite d'une évolution sociologique décisive : l'essor des professions intellectuelles dans le cas de Gramsci, la fragilisation de la classe ouvrière dans le cas de Laclau et Mouffe et la désaffiliation de l'électorat social-démocrate dans le cas d'Iglesias.

Antonio Gramsci, l'essor des intellectuels et la révolution manquée de la classe ouvrière occidentale

Durant la guerre du Péloponnèse, le mot *hégemôn* désignait la cité la plus puissante, qui exerçait une suprématie économique, diplomatique et militaire sur ses rivales. Vingt-cinq siècles plus tard, en étude des relations internationales, le concept d'hégémonie reste proche de son sens initial. Il désigne un État qui domine le jeu géopolitique régional ou mondial. Néanmoins, à la fin du XIX^e siècle, le révolutionnaire russe Gheorgi Plekhanov infléchit le terme afin de décrire l'alliance des masses populaires contre la domination bourgeoise, alliance dans laquelle les prolétaires détiendraient l'« hégémonie » tandis que les paysans joueraient un rôle d'« auxiliaires » [Anderson, 1978, p. 25]. Quinze années plus tard, l'hégémonie, entendue au sens d'al-

liance des classes dominées, est au cœur de la stratégie prônée par les bolcheviks. Le 2 décembre 1917, Lénine écrit dans la *Pravda* que le prolétariat ne peut vaincre seul. Pour mener à bien la révolution, il doit « s'allier avec les paysans » en satisfaisant leur demande de redistribution des terres. Le prolétariat doit également s'appuyer sur le désir de paix des soldats et sur les revendications nationales des peuples finlandais et ukrainiens [Hoare et Sperber, 2013, p. 94].

Antonio Gramsci, membre fondateur du Parti communiste italien (PCI), reprend à son compte cette problématique léniniste en prêtant attention aux différences de contexte entre la Russie (l'Orient) et l'Europe de l'Ouest (l'Occident) [Boothman, 2008]. Le 8 novembre 1926, Gramsci est emprisonné pour une tentative supposée d'assassinat du *Duce*. Lors du procès, Mussolini aurait personnellement exigé qu'on « empêche ce cerveau de fonctionner durant vingt ans ». Il ne sort des geôles fascistes que dix-sept ans plus tard pour s'éteindre, à la suite d'une tuberculose, dans une clinique romaine. Entretemps, Gramsci a produit une œuvre fragmentaire, composée de trente-trois cahiers de notes, soit plus de deux mille pages consacrées à seize thèmes établis dès le départ.

Gramsci avait posé les premiers jalons de la théorie de l'hégémonie avant d'être incarcéré. Cependant, une fois en prison, cette théorie connaît « des innovations substantielles qui répondent à la nécessité de repenser la lutte politique en fonction du nouveau contexte italien et européen issu de la Première Guerre mondiale » [Frosini, 2015]. Les *Cahiers de prison* utilisent un langage louvoyant, souvent obscur, parfois codé afin de déjouer la censure de ses gardiens (Marx est rebaptisé « le philosophe de la praxis » et le communisme devient « la société réglée »). Il existe plusieurs lectures possibles des *Cahiers*; en témoignent les incessantes controverses que cette œuvre alimente depuis sa publication en 1948 par Palmiro Togliatti. S'affrontèrent d'abord des exégèses catholiques, humanistes et marxistes de Gramsci, s'affrontèrent également communistes staliniens et anti-staliniens, ainsi que les tenants du marxisme et du post-marxisme, puis les tenants et les opposants à la thèse des « deux Gramsci » (le Gramsci conseiller et antijacobin de jeunesse et le Gramsci léniniste à partir des années 1920). Mais, quelle que soit la variété des « usages de Gramsci » [Portantentiero, 1977], la majorité des interprètes s'accordent pour considérer que le concept d'hégémonie constitue la colonne vertébrale de son œuvre [Thomas, 2009, p. 56-68].

Ce concept – comme tous les principaux concepts gramsciens – est complexe, évolutif et polysémique. Gramsci l'élabore en s'inspirant des réflexions de Machiavel sur le Centaure [Femia, 1998], une créature mytho-

logique, mi-homme mi-cheval, mi-force mi-raison. L'hégémonie, à l'image du Centaure, est un pouvoir qui réside dans sa capacité à être à la fois craint et aimé de ses sujets. Dans un article paru en 1976 dans la *New Left Review* [Anderson, 1976], régulièrement discuté depuis, et réédité en 2017 chez *Verso* avec une préface répondant aux critiques, l'historien britannique Perry Anderson pointe les contradictions de la pensée gramscienne et, en particulier, la coexistence de trois acceptions antinomiques de l'hégémonie dans les *Cahiers de prison*. Si cette discussion autour de l'hégémonie gramscienne a parfois cédé, selon l'un de ses protagonistes, à une certaine « pédanterie philologique » [Francioni, 1984, p. 181], elle a surtout le mérite d'avoir participé à un véritable renouveau des sciences sociales.

Antonio Gramsci est le premier épigone de Marx à mettre la notion d'intellectuel au centre de sa pensée. À la fin du XIX^e siècle, le nombre d'intellectuels est démultiplié par l'essor de la presse, le progrès technologique, la judiciarisation de la société mais surtout par deux phénomènes auxquels Gramsci accorde de longues analyses : la démocratisation scolaire et la constitution d'une vaste bureaucratie de fonctionnaires (qu'il nomme « technocratie »). Si le nombre de prêtres diminue, celui de journalistes, d'ingénieurs, de juristes et donc surtout d'enseignants et de fonctionnaires décuple. « La catégorie des intellectuels, écrit Gramsci en 1933, s'est accrue de façon inouïe dans le monde moderne » [Gramsci, 2011, p. 147]. Gramsci entend adapter le marxisme à cette « nouvelle donne sociologique » [Keucheyan, *in* Gramsci, 2011, p. 133] et en tirer les conséquences stratégiques. Le mouvement ouvrier doit impérativement attirer à lui cette « masse imposante » de nouveaux intellectuels. Cette alliance est d'autant plus nécessaire que, quarante après le décès Karl Marx, Gramsci s'interroge : Pourquoi la révolution communiste n'a-t-elle pas eu lieu en Europe et en Italie alors qu'elle a éclaté en Russie ? La théorie marxiste – et non la théorie marxienne, car Gramsci s'en prend au « matérialisme vulgaire » des épigones de Marx et non à Marx lui-même – prédisait l'inverse. En se prévalant du chapitre XIII du volume III du *Capital*, Nikolaï Boukharine (1888-1938, dirigeant bolchevik et chef de l'Internationale communiste entre 1926 et 1928) considérait que la baisse tendancielle du taux de profit devait engendrer la crise du capitalisme puis l'avènement du communisme. Gramsci s'en prend frontalement à ce déterminisme économique [Gramsci, 1975, p. 136].

La révolution prévue par les dirigeants de l'Internationale communiste n'a pas eu lieu car, répond Gramsci en substance, la bourgeoisie domine par la coercition mais aussi par le consentement. La classe dominante exerce une emprise intellectuelle et morale sur les autres groupes sociaux. Le pro-

létariat adopte en partie les catégories de pensée et donc les intérêts matériels de la bourgeoisie. Au-delà de la lutte économique se joue « une lutte culturelle pour transformer la mentalité populaire » [Gramsci, 2011, p. 78]. Plongés dans l'extrême pauvreté, les prolétaires se soulèveront car ils n'auront à perdre que leurs chaînes, annonçait Boukharine. Gramsci conteste cette analyse, qu'il juge mécaniste et « grossièrement matérialiste ». L'hégémonie désigne ainsi la capacité d'une classe dominante à attirer et rallier à sa cause les autres groupes sociaux, formant autour d'elle un bloc historique [Portelli, 1972]. Si le soulèvement des ouvriers turinois de 1919-1921 (*le biennio rosso*) n'a pas réussi à renverser l'hégémonie bourgeoise, c'est parce que les préjugés des ouvriers envers les paysans méridionaux (paresseux, voleurs, incapables) ont empêché la jonction des classes populaires. La bourgeoisie maintient sa domination en combinant le contrôle des corps (discipline à l'usine, puissance militaire) et le contrôle des esprits (presse, école, religion). Pour décrire cet alliage, Gramsci parle d'une « hégémonie cuirassée de coercition » (cahier 6). Sous sa plume, l'« hégémonie bourgeoise » ne désigne pas un état de fait achevé mais un processus, que les intellectuels doivent entretenir par un travail quotidien, au risque de voir la suprématie politique de la bourgeoisie s'éroder. Mais qu'est-ce qu'un intellectuel ? Cette interrogation parcourt l'œuvre de Gramsci.

« Tous les hommes sont des intellectuels, écrit-il en 1932 dans le douzième cahier, mais tous les hommes n'exercent pas dans la société la fonction d'intellectuel ». Et d'ajouter malicieusement : « De même, bien qu'il puisse arriver à tout un chacun, à certains moments, de faire frire deux œufs ou de reprendre un accroc à sa veste, on ne peut pas dire que tout le monde est cuisinier ou que tout le monde est tailleur » [Gramsci, 1930-1935].

Gramsci distingue « l'intelligentsia traditionnelle » (qui prétend à l'impartialité et se pense, à tort, comme une classe distincte des autres, au-dessus de la mêlée) des « intellectuels organiques », qui appartiennent à une classe, ont conscience de cette appartenance, et jouissent d'une autonomie relative grâce à cette lucidité. L'intellectuel organique a pour tâche de décrire la vie de sa classe sociale grâce à des méthodes scientifiques, artistiques ou philosophiques. Il exprime les sentiments et les expériences que sa classe ne parvient pas à exprimer par elle-même.

L'objectif de l'intellectuel organique est de produire, animer et entretenir un système de représentations et de valeurs socialement partagé par son groupe. Gramsci nomme ce système « idéologie », et le définit ainsi : « une conception du monde qui se manifeste implicitement dans l'art, dans le droit, dans l'activité économique, dans toutes les manifestations de la vie

individuelle et collective » [Gramsci, 1980, p. 1380]. L'idéologie constitue le ciment d'une classe sociale et le principal vecteur de son hégémonie sur les autres classes. Que l'intellectuel se rattache à l'aristocratie (prêtres), à la bourgeoisie (économistes, techniciens, juristes, entrepreneurs) ou au prolétariat (journalistes, militants politiques, enseignants), il ne crée pas de toutes pièces le système idéologique de sa classe. Mais il ne se contente pas non plus de « refléter » une entité déjà existante. En somme, à travers la mise en forme et en cohérence de la représentation d'une classe, l'intellectuel organique aide la classe à façonner la vision qu'elle se donne d'elle-même. La fonction première de l'intellectuel est de produire, par le truchement de son discours, des évidences, un sens commun, qui se répand dans l'ensemble de la société. Le travail « hégémonique, dans la mesure où il crée un nouveau terrain idéologique, détermine la réforme des consciences et des méthodes de connaissance » [Gramsci, 2011, p. 66]. Dans le cas du Parti communiste, ce sens commun produit par les intellectuels organiques a pour double fonction de désintégrer l'hégémonie bourgeoise et d'unifier les deux composantes – ouvrières et paysannes – des masses populaires [Gramsci, 2011, p. 79].

Quand les intellectuels organiques – que Gramsci nomme indistinctement les « organisateurs » et les « dirigeants » – font défaut, l'ascension historique de leur classe est ralentie, voire bloquée. Ce fut le cas de la bourgeoisie italienne durant la seconde moitié du XIX^e siècle. Incapable de sécréter ses intellectuels organiques, la bourgeoisie ne parvint pas à incorporer les masses populaires à l'ordre politique italien nouvellement unifié. Cette carence fut source de vulnérabilité pour la classe dominante. Gramsci étudie les difficultés de la bourgeoisie italienne à former un bloc national afin que, dans le futur, le prolétariat urbain du Nord ne se heurte pas à la même incapacité. Il faut que le prolétariat se dote d'intellectuels organiques qui sauront rallier les paysans défavorisés du Sud et renverser la bourgeoisie industrielle, explique Gramsci dans *Sur quelques thèmes de la question méridionale*, essai inachevé rédigé juste avant son arrestation, en 1926. L'alliance ouvriers-paysans passera par l'intermédiaire de leurs intellectuels respectifs. Concrètement, les militants du Parti communiste doivent convaincre les petits intellectuels ruraux du bien-fondé d'une telle alliance national-populaire.

Mais l'hégémonie ne se réduit pas à une entreprise de persuasion. Elle comporte aussi une part de négociation. Pour rallier à sa cause les classes auxiliaires, la nouvelle classe dominante doit accepter des compromis politiques et des concessions financières. « Exercer une hégémonie sur un groupe suppose de prendre en considération et même d'assouvir, dans une certaine mesure, ses intérêts matériels » [Keucheyan, *in* Gramsci, 2011, p. 162],

remarque Razmig Keucheyan en commentant le treizième cahier. Un bel exemple de concession est fourni par les Jacobins qui, durant la Révolution française, sacrifièrent une partie de leurs intérêts « corporatistes » immédiats afin d'incorporer les classes populaires à leur lutte contre l'aristocratie. Ces concessions furent le prix à payer pour que les classes populaires adhèrent activement – et non par défaut – au projet jacobin.

Pour devenir hégémonique, la classe ouvrière doit, elle aussi, apprendre à incarner le peuple dans sa globalité, écrit Gramsci en 1926 : « Le prolétariat peut devenir la classe dirigeante et dominante dans la mesure où il parviendra à créer un système d'alliances de classes qui lui permettra de mobiliser contre le capitalisme et contre l'État bourgeois la majorité de la population laborieuse, ce qui, dans le cas de l'Italie, compte tenu des rapports réels qui existent entre les classes, revient à dire dans la mesure où elle réussira à obtenir l'assentiment des larges masses paysannes » [Gramsci, 1980, p. 332]. Cette citation, extraite du premier texte dans lequel Gramsci parle d'hégémonie, résume précisément sa pensée : il y a hégémonie quand une partie (le prolétariat) se hisse au niveau du tout (la nation) en ralliant d'autres parties (la paysannerie). De manière symptomatique, Ernesto Laclau et Chantal Mouffe partent de cette citation afin de développer leur propre conception de l'hégémonie [Laclau et Mouffe, 2009, p. 138]. Si les deux philosophes ne reprennent pas intégralement à leur compte la notion gramscienne d'hégémonie, ils s'en inspirent fortement. Leur définition de l'hégémonie laisse entrevoir cette inspiration gramscienne : il y a hégémonie lorsqu'une « force sociale *particulière* assume la représentation d'une *totalité* qui lui est radicalement incommensurable » [Laclau et Mouffe, 2009, p. 22]. Il s'agit à présent d'explorer ce que Laclau et Mouffe conservent de Gramsci et ce dont ils se délestent.

Ernesto Laclau et Chantal Mouffe : reformuler le projet socialiste à l'heure des nouveaux mouvements sociaux

Pour comprendre comment l'idée d'hégémonie évolue en passant sous la plume de Laclau et Mouffe, il convient, comme nous l'avons fait pour Gramsci, d'avoir à l'esprit le contexte historique dans lequel ce livre voit le jour et l'espace idéologique dans lequel il s'inscrit. *Hegemony and Socialist Strategy* est publié en 1985 chez Verso Books, maison d'édition fondée en 1970 par l'équipe de rédaction de la *New Left Review*. La *NLR* constitue l'un des épicycles d'une gauche marxisante alors en plein renouvellement théorique et politique, la « nouvelle gauche ». Laclau et Mouffe sont au cœur

de ce renouvellement et des débats qui l'accompagnent. D'ailleurs, écrivent-ils dès la deuxième page de l'introduction, leur livre s'adresse « aux discours classiques de la gauche, et aux modes caractéristiques sous lesquels celle-ci a considéré les agents du changement social » [Laclau et Mouffe, 2009, p. 38]. Quelques lignes plus loin, ils énoncent l'une des thèses centrales de l'ouvrage : « Ce qui est maintenant en crise, c'est toute une conception du socialisme qui repose sur la centralité ontologique de la classe ouvrière ». Les « années 1968 » [Artières et Zancarini-Fournel, 2018] donnent lieu à l'émergence de nouveaux acteurs de la transformation sociale : les femmes, les homosexuels, les Noirs, les colonisés, les étudiants, les fous, les défenseurs de l'environnement, etc.

L'émergence de ces « nouveaux mouvements sociaux » exige d'amender le logiciel théorique de la gauche. Laclau et Mouffe invitent leurs disciples à abandonner « l'hypothèse communiste » afin de se tourner – pour paraphraser le sous-titre de leur ouvrage – « vers une politique démocratique radicale ». Il s'agit de reformuler le projet d'émancipation en termes de radicalisation de la démocratie [Mouffe, 2010]. Cette reformulation ne se limite pas à une évolution sémantique. Elle a des conséquences politiques de premier ordre : « *La tâche de la gauche*, écrivent Laclau et Mouffe dans la seule phrase du livre qu'ils prennent le soin de mettre intégralement en italique, comme pour marquer son importance, *ne peut donc pas être de renoncer à l'idéologie libérale-démocratique, mais au contraire, de l'approfondir et de l'étendre dans la direction d'une démocratie radicale et plurielle* » [Laclau et Mouffe, 2009, p. 303-304]. Dans ce passage, l'insistance sur la « pluralité » sert à souligner le contexte de prolifération des luttes. Quant à l'approfondissement de « l'idéologie libérale-démocratique », il signifie que Laclau et Mouffe tiennent à se défaire du mythe « de la Révolution, avec la majuscule, comme moment fondamental de la transition d'un type de société à une autre » [Laclau et Mouffe, 2009, p. 38].

Trente ans après la parution de l'ouvrage, c'est-à-dire en février 2015, Chantal Mouffe répond en ces termes à la question « Quels objectifs politiques et intellectuels poursuiviez-vous en rédigeant *Hégémonie et stratégie socialiste* ? » : « Ce qui nous a poussés à écrire ce livre est une question politique, car tant du côté de la gauche social-démocrate que du côté de la gauche marxiste traditionnelle, ils se montraient incapables de reconnaître la spécificité des nouveaux mouvements qui avaient émergé dans le sillage de 1968, par exemple le féminisme, le mouvement écologiste, les luttes antiracistes et celles contre la discrimination des homosexuels. À cette époque je vivais à Londres, où j'étais personnellement engagée dans le mouvement

féministe. J'ai vécu le moment où nous avons essayé d'entrer en contact avec la gauche. Les militants les plus ouverts nous répondaient : "oui, bien sûr, ces luttes sont très importantes, mais ce n'est pas une priorité. Commençons par mettre en place le socialisme. La lutte contre la subordination des femmes viendra ensuite". Et les moins ouverts nous disaient : "ce sont des revendications petites-bourgeoises qui nous détournent de la lutte fondamentale". Pour nous, ça ne pouvait pas durer ainsi : si l'on devait continuer à défendre ce qu'on appelait le projet socialiste, il était crucial que ce projet s'articule à la prise en compte de ces nouvelles luttes » [Mouffe, *in* Mouffe et Errejon, 2015, p. 9-10].

L'ambition d'*Hégémonie et stratégie socialiste* est donc de prendre acte de la pluralité des luttes d'émancipation afin d'en finir avec le primat accordé au prolétariat. Mais, en 1985, Laclau et Mouffe ne sont ni les seuls ni les premiers, à plaider pour la prise en considération des nouveaux mouvements sociaux. Gilles Deleuze, Félix Guattari et Michel Foucault, pour ne citer que trois noms parmi beaucoup d'autres, défendent cette thèse depuis déjà plusieurs années. Laclau et Mouffe le reconnaissent volontiers. La véritable singularité de leur ouvrage se situe donc ailleurs. Elle ne consiste pas à prendre en compte la pluralité des luttes mais à chercher une façon d'unifier – ou plutôt d'articuler, pour reprendre leur lexique – ces luttes. C'est en cherchant comment opérer cette articulation que Laclau et Mouffe exhument le concept gramscien d'hégémonie, qui constitue pour eux une ressource inestimable. Écoutons à nouveau Chantal Mouffe revenir sur le contexte de rédaction du livre : il y avait « plusieurs espaces qui revendiquaient l'importance des luttes féministes et antiracistes. [Ernesto Laclau et moi] étions d'accord avec eux, mais nous avançons une idée que personne ne défendait à l'époque : l'importance du concept d'hégémonie, emprunté à Gramsci, nous faisait dire qu'il n'était pas suffisant de reconnaître l'existence d'une diversité de luttes, car il fallait de surcroît établir une forme d'articulation entre toutes ces luttes. Ce fut une proposition innovante, car à cette époque le poststructuralisme avait une forte influence, ce qui n'était pas le cas des idées de Gramsci. Notre différence avec les autres pensées [de gauche], par exemple celles qui étaient influencées par Foucault, c'est que nous disions que pour agir politiquement il fallait articuler ces différentes luttes avec celles de la classe ouvrière, afin de créer des volontés collectives. Au niveau théorique, voilà la spécificité d'*Hégémonie et stratégie socialiste* : avoir fait travailler ensemble Gramsci et le poststructuralisme » [Mouffe, *in* Mouffe et Errejon, 2015, p. 13].

Hégémonie et stratégie socialiste est bâti sur deux principales sources d'inspiration théorique : Gramsci et le poststructuralisme. Ces deux sources entretiennent une relation vertueuse, dialectique, complémentaire, faite d'apports mutuels, l'une prenant le relai de l'autre au long de l'ouvrage, et réciproquement. Le raisonnement développé dans le livre peut se résumer en trois temps. Dans un premier temps, le poststructuralisme – terme par lequel Laclau et Mouffe se réfèrent à Derrida, Foucault, Lacan et Wittgenstein – permet aux deux philosophes de mettre en valeur la pluralité des luttes. Dans un second temps, le recours à Gramsci permet d'insister sur la nécessité d'articuler cette pluralité. Mais – troisième temps – comment opérer cette articulation? Comment éviter la dispersion des luttes? Comment passer d'une « logique de la différence » à une « logique d'équivalence », s'interrogent Laclau et Mouffe? Le poststructuralisme intervient à nouveau, dans ce troisième et dernier temps, afin d'apporter une réponse au défi soulevé par Gramsci : grâce au discours. Le discours, défini comme une « pratique articulatoire » [Laclau et Mouffe, 2009, p. 196], fournit une grammaire commune à des intérêts pourtant différents.

L'hégémonie désigne un ensemble de pratiques discursives qui élaborent une chaîne d'équivalences entre des demandes disparates. Comme le détaillera Ernesto Laclau dans *La raison populiste*, l'opérateur qui met en équivalence les particularismes sectoriels est un signifiant flottant – par exemple le « peuple » dans le cas des populismes latino-américains, l'« égalité » dans le cas de la Révolution française, la « démocratie » dans le cas des Indignés espagnols – c'est-à-dire un signifiant dont le contenu n'est ni totalement fixé, ni totalement indéterminé [Laclau, 2008, p. 153-185]. Il est flottant au sens où il correspond à une pluralité – mais pas à une infinité – de signifiés. Et c'est précisément son caractère flottant qui permet au signifiant d'intégrer à une même chaîne des demandes sociales hétérogènes – des revendications – qui n'ont rien en commun, sinon le fait d'être insatisfaites, c'est-à-dire d'être rejetées par le pouvoir en place. Tous les secteurs se rassemblent sous la bannière du signifiant flottant, car chaque secteur octroie à ce signifiant un sens différent, ce qui serait impossible si le signifiant avait un contenu univoque déterminé à l'avance.

Laclau et Mouffe enrichissent le concept gramscien d'hégémonie en le dotant d'une coloration discursive qui permet de comprendre comment s'opère l'articulation des luttes. Dans des passages d'une haute exigence théorique (chapitre III de leur ouvrage commun), Laclau et Mouffe injectent des éléments de psychanalyse lacanienne (objet petit a) et de linguistique wittgensteinienne (jeu de langage) dans le cadre gramscien de départ. Certains

exégètes de Laclau et Mouffe, parmi lesquels Slavoj Žižek [Žižek, 1990], les accuseront ensuite de surestimer la puissance du discours et d'idéaliser la notion d'hégémonie en l'assimilant à une sorte d'entité idéale coupée des réalités empiriques et planant au-dessus de la vie sociale et économique [Tarragoni, 2017]. Dans la même veine, certains reprocheront au tournant linguistique de Laclau et Mouffe d'avoir rompu avec le « matérialisme historique » revendiqué par Gramsci et d'avoir dénaturé la pensée de ce dernier [Jones, 2006]. En réponse, les deux protagonistes soulignent, d'une part, que les « pratiques discursives » ne se réduisent pas à de simples énoncés oraux mais englobent également des pratiques artistiques et humoristiques (*Reclaim The Streets* en Grande-Bretagne, *Tute Bianca* en Italie, *Stop Pub* en France) visant à défaire l'hégémonie néolibérale [Mouffe, 2014, p. 105-124] et, d'autre part, que dans ses réflexions sur l'unification italienne Gramsci accordait déjà un intérêt primordial à la question de la langue.

Si, sur la question du discours, Laclau et Mouffe revendiquent leur continuité avec Gramsci, ils assument en revanche un désaccord avec lui sur un point crucial de sa pensée. Pour Gramsci, l'hégémonie est nécessairement portée par une classe sociale – le prolétariat ou la bourgeoisie. « C'est le moment où le point de vue gramscien devient irrecevable » [Laclau et Mouffe, 2009, p. 248], jugent Laclau et Mouffe. Car, à leurs yeux, l'hégémonie n'est pas exercée par une classe sociale mais par une volonté collective, généralement (mais pas systématiquement) appelée « peuple ». Qu'est-ce qui distingue une « classe sociale » d'une « volonté collective » ? Une classe sociale a une existence économique, sociologique, antérieure à sa conquête de l'hégémonie, tandis qu'une volonté collective n'est pas donnée à l'avance, elle se construit au cours de la lutte pour l'hégémonie. Autrement dit, chez Gramsci, le peuple – qui désigne l'alliance des prolétaires et des paysans – part à l'assaut de l'hégémonie tandis que chez Laclau et Mouffe, c'est dans la lutte pour l'hégémonie que le peuple acquiert progressivement son existence (en articulant des secteurs hétérogènes tels que des partis, des syndicats, mais aussi des collectifs féministes ou antiracistes, des associations des écologistes ou communautaires, des ONG, etc.). Le peuple, chez Laclau et Mouffe, n'a pas d'essence prédéterminée, pas d'existence objective. Il n'est jamais donné. Il s'agit d'une construction politique à l'état pur, de nature contingente [Laclau, 1996, p. 90; Mouffe, 2016, p. 31-32]. Le peuple ne se définit ni par ses intérêts matériels ni par sa condition économique mais par l'antagonisme qui l'oppose à son adversaire. La constitution du « nous » passe par l'exclusion d'un « eux ». À la limite, et sans forcer le trait, on peut affirmer que, dans la notion gramscienne d'hégémonie, le peuple fait de la politique,

tandis que chez Laclau et Mouffe, c'est la politique qui fait le peuple. « C'est ce que Chantal Mouffe et moi, dans *Hegemony and Socialist Strategy*, avons appelé le dernier reste d'essentialisme chez Gramsci » [Laclau, 2008, p. 151], écrit Laclau en 2005.

Finalement, si, en dépit de leur dette à son égard, Laclau et Mouffe affirment emprunter « une direction qui va bien au-delà de Gramsci » [Laclau et Mouffe, 2009, p. 40], c'est parce qu'ils s'écartent de son concept d'hégémonie à un double niveau. À un premier niveau, qu'on pourrait nommer stratégique, Laclau et Mouffe substituent le « peuple » au « prolétariat ». À un second niveau, plus fondamental, et à forte dimension ontologique, Laclau et Mouffe affirment que les sujets politiques (qu'il s'agisse du peuple ou du prolétariat) se constituent *dans* la lutte elle-même et non en amont de la lutte [Laclau et Mouffe, 2009, p. 53].

Au-delà des éléments de (dis)continuité mis en évidence par ces considérations, quel enseignement fournissent-elles ? Elles indiquent que, chez Gramsci comme chez Laclau et Mouffe, l'idée d'hégémonie intervient en réponse à une nouvelle configuration sociologique qui met en difficulté les catégories classiques de la pensée marxiste : démultiplication des professions intellectuelles dans l'Italie des années 1920 et émergence des nouveaux mouvements sociaux dans les sociétés occidentales et latino-américaines des années 1968. Cependant, le rapport à Marx est différent. Tandis que Gramsci revendique une complète filiation avec l'auteur du *Capital*, qui autorise à parler d'une forme de « néo-marxisme » (même si Gramsci, pour les raisons que nous avons expliquées, se garde de mentionner nommément Marx dans les *Cahiers de prison*), la théorie de Laclau et Mouffe relève quant à elle d'un « post-marxisme » où l'accent porte sur l'émancipation à l'égard du fondateur : « Relire la théorie marxiste à la lumière des problèmes contemporains implique nécessairement de déconstruire les catégories centrales de cette théorie. C'est ce que l'on a appelé notre "post-marxisme" » [Laclau et Mouffe, 2009, p. 20].

Pablo Iglesias et les leçons pratiques de l'hégémonie

Pablo Iglesias Turrion naît à Madrid le 17 octobre 1978, d'un père inspecteur du travail et d'une mère avocate, tous deux militants de gauche de longue date. Par tradition familiale, il acquiert rapidement une culture socialiste et antifranquiste. À quatorze ans, il entre aux Jeunesses communistes. En 1996, il s'inscrit en faculté de droit et science politique à l'Université Complutense de Madrid et poursuit son engagement militant en partici-

pant au mouvement altermondialiste, au sein duquel il prend part à des actions de désobéissance civile mâtinées d'idéologie zapatiste. En 2008, il soutient une thèse de science politique intitulée « Multitude et action collective postnationale. Étude comparée des désobéissants italiens et madrilènes (2000-2005) ». La même année, il obtient un poste professeur intérimaire de théorie politique au sein de la Complutense, dont il démissionnera en 2014. À partir de 2011, dans la foulée du mouvement du 15-M, Pablo Iglesias acquiert une renommée au sein des milieux militants grâce à sa présence sur des émissions diffusées sur internet, puis son invitation sur les principales chaînes de télévision nationale le fait connaître et apprécier du grand public.

En janvier 2014, fort de cette popularité, Pablo Iglesias crée avec une trentaine de proches le parti politique Podemos, dont le manifeste fondateur fixe pour objectif de « convertir l'indignation sociale en changement politique ». En mai suivant, Pablo Iglesias est élu député au Parlement européen et, en novembre, secrétaire général de son parti. Ces nouvelles responsabilités le poussent à mettre entre parenthèses sa carrière universitaire, mais pas ses activités de réflexion théorique, qu'il poursuit à travers plusieurs publications écrites. À l'instar de Pablo Iglesias, les quatre autres premiers dirigeants de Podemos sont enseignants-chercheurs en sciences sociales, catégorie socio-professionnelle largement surreprésentée parmi les cadres du parti. En septembre 2016, l'un d'eux me confiait, sur un ton malicieux, en faisant référence à la précarité qui affecte les jeunes universitaires espagnols et au fait que l'irruption de Podemos a affaibli les deux principaux partis politiques espagnols : « Le PP (droite conservatrice) et le PSOE (gauche socialiste) n'ont pas été malins. Si en 2013 ils avaient ouvert une centaine de postes à l'Université, on [les dirigeants de Podemos] aurait tous été recrutés, nous n'aurions jamais créé Podemos et nous ne leur aurions pas causé tous ces ennuis ».

Pablo Iglesias, outre sa dissertation doctorale de 574 pages, est l'auteur de six ouvrages en nom propre et de trois ouvrages d'entretiens. Il a également codirigé trois ouvrages collectifs et publié quatorze articles dans des revues académiques à comité de lecture. Antonio Gramsci est mentionné dans dix-huit de ces vingt-sept publications, c'est-à-dire les deux tiers. Dans six cas, le texte s'ouvre même sur une citation de Gramsci placée en exergue. Sur la base de ces éléments, on peut raisonnablement suggérer qu'Antonio Gramsci constitue la référence théorique la plus décisive de la pensée de Pablo Iglesias. Dans le premier chapitre de sa thèse, Iglesias passe d'ailleurs en revue les différents paradigmes de la sociologie des mouvements sociaux (théorie du comportement collectif, théorie du choix rationnel, théorie de la mobilisation des ressources, *frame analysis*, théorie des nouveaux mouve-

ments sociaux) avant de conclure qu'ils ont tous de sérieux défauts, et que le recours à la notion gramscienne d'hégémonie permet de pallier ces défauts : « La lecture de Gramsci me semble constituer un exercice indispensable pour les chercheurs spécialistes des mouvements sociaux, et un bon remède pour surmonter les inconvénients des modèles éclectiques qui dominent la sociologie des mouvements sociaux » [Iglesias, 2008, p. 102-103]. Le doctorat de Pablo Iglesias repose ainsi sur un geste épistémologique relativement audacieux, qui consiste à étudier les mobilisations altermondialistes (en Angleterre, Espagne et Italie, entre 2000 et 2005) en laissant de côté les concepts centraux de la sociologie des mouvements sociaux afin de leur préférer une grille de lecture gramscienne. Pablo Iglesias reproche à ces différents paradigmes – y compris à la théorie des cadres d'injustice [Snow *et al.*, 1986] – d'avoir négligé le travail de production intellectuelle réalisé par les dirigeants des organisations altermondialistes. Or, ajoute Iglesias, la notion gramscienne d'hégémonie invite justement à étudier la « lutte idéologique, scène incontournable de la politique » [Iglesias, 2008, p. 110].

Contrairement à Laclau et Mouffe, qui entendent amender l'idée gramscienne d'hégémonie, Pablo Iglesias la reprend en l'état. Cette notion fournit à ses yeux une parfaite compréhension de la nature du pouvoir politique, fait d'un subtil alliage entre coercition et consentement, force et persuasion, puissance militaire et emprise culturelle (le Centaure machiavélien). Une fois qu'il a correctement saisi les ressorts du pouvoir, le politiste peut sereinement s'atteler à l'étude empirique des phénomènes contestataires contemporains, affirme Iglesias en 2008 dans sa thèse sur le mouvement altermondialiste. Sept ans plus tard, début 2015, alors qu'il est passé du statut de chercheur en science politique à celui de personnalité politique préférée des Espagnols, Pablo Iglesias réitère la même idée. Dans un article qu'il publie dans la *New Left Review*, sobrement intitulé « Comprendre Podemos » [Iglesias, 2015], le secrétaire général de Podemos s'attaque à la question suivante : Comment un parti créé à la hâte avec de faibles ressources financières et militantes, et auquel les sondeurs prédisaient un score inférieur à 1 % aux élections européennes de mai 2014, parvient à obtenir 7,98 % des suffrages exprimés et à faire tanguer le Parti socialiste ouvrier espagnol, si solidement implanté dans la péninsule ibérique depuis trois décennies ? La réponse de Pablo Iglesias s'étend sur vingt-trois pages. Mais elle est condensée dans une citation de Gramsci que, comme à son habitude, Iglesias place en exergue de son article : « A certains moments de leur histoire, les groupes sociaux se séparent de leurs partis traditionnels. Le processus est différent d'un pays à l'autre, mais le contenu reste le même : la crise d'hégémonie de la classe dominante ».

Pablo Iglesias a donc des ambitions théoriques moins élevées que Laclau et Mouffe, puisqu'il se contente de reprendre en l'état l'idée gramscienne d'hégémonie et de l'appliquer aux phénomènes qui se présentent à lui : l'altermondialisme et l'émergence de Podemos. Néanmoins, et c'est sa spécificité, Iglesias accorde à la notion d'hégémonie une portée pratique immédiate, une visée politique concrète, qui était reléguée au second plan chez Laclau et Mouffe (en raison de leur position académique) et chez Gramsci (en raison de sa condition carcérale). Pour Iglesias, dont l'engagement militant – communiste, altermondialiste puis podémiste – a toujours occupé une place centrale dans son agenda, l'hégémonie n'est pas uniquement un concept visant à comprendre le monde, elle est aussi et surtout un outil pour le transformer.

Trois éléments biographiques témoignent du rôle *pratique* que l'idée d'hégémonie occupe chez Pablo Iglesias. Entre 2001 et 2008, Iglesias ne se contente pas d'étudier l'altermondialisme, il y prend pleinement parti et il revendique d'ailleurs dans sa thèse une posture de « participation observante » [Iglesias, 2008, p. 54-64]. Le choix de se tourner vers le répertoire désobéissant n'est pas anodin. Pablo Iglesias, conscient de l'importance des images – et des imaginaires – dans la lutte politique, choisit en connaissance de cause de s'investir dans des collectifs adeptes d'actions spectaculaires, théâtralisées et médiatisées. Le deuxième moment date de 2010, année de lancement de *La Tuerka* (L'écrou), une émission de débats au style convivial et au ton satirique, animée par Pablo Iglesias et ponctuée par ses courts monologues incisifs – sur l'histoire, l'actualité, la culture, la théorie – destinés à fournir des argumentaires politiques au public de gauche radicale. L'émission, créée par une équipe d'amis de la Complutense (les mêmes qui lanceront Podemos), est d'abord diffusée sur *Tele K*, une chaîne de télévision locale madrilène, puis elle est hébergée sur une chaîne de plus grande audience, *Canal 33*, à partir de 2012. En 2013, les performances cathodiques de Pablo Iglesias sont repérées par les grandes chaînes de télévision nationale qui l'invitent dès lors dans les émissions politiques les plus regardées du pays (*La Sexta noche*, *Las mañanas de Cuatro*). À l'origine de *La Tuerka*, un constat – « nous comprenons que les médias sont le terrain principal de confrontation idéologique » – et une stratégie – « si tu ne peux pas atteindre les médias, deviens toi-même le média » – que Pablo Iglesias élabore à nouveau sous influence gramscienne [Iglesias, 2014, p. 22]. Enfin, troisièmement, la stratégie de Podemos est elle-même imprégnée des réflexions gramsciennes sur l'hégémonie, au sens où cette stratégie accorde une importance primordiale à la communication. Pablo Iglesias assume de « jouer le jeu » des médias, de la personnalisation et des sondages. Il considère que la gauche radicale s'est marginalisée parce

qu'elle a fait de la « communication » un gros mot et qu'elle a abandonné ce terrain à la droite¹. Iglesias propose pour sa part de réinvestir pleinement ce terrain, en substituant la couleur violette à la couleur rouge, en abandonnant le lexique « prolétariat/capitaliste » au profit de l'opposition « peuple/caste », en rangeant au placard l'Internationale, la faucille et le marteau, en utilisant pleinement le potentiel des réseaux sociaux, en commandant des études d'opinion, en diffusant le programme politique sous la forme d'un catalogue Ikea² et, enfin, en subtilisant à la droite le concept de « patrie ». Cette stratégie est en grande partie conçue par Pablo Iglesias, qui l'expérimente avec succès en octobre 2012 en tant que conseiller en communication d'une coalition de gauche (*Alternativa Galega de Esquerda*) aux élections régionales galiciennes. Il s'agit d'une stratégie théorisée avec force sophistication et dont les grandes lignes ainsi que les détails tactiques sont annoncés dès 2012-2013 dans les écrits militants et les émissions télévisées produites par Pablo Iglesias, Íñigo Errejón et leur mentor, Juan Carlos Monedero.

Il ne faut en aucun cas surévaluer l'influence d'une idée – en l'occurrence l'hégémonie gramscienne – sur une stratégie politique – en l'occurrence, celle de Podemos – tant cette dernière est d'abord dictée par les circonstances, les ressources des acteurs, les interactions avec leurs rivaux, les opportunités à saisir et les règles du champ politique. Si les idées jouent un rôle, celui-ci est généralement marginal. Mais cela ne signifie pas qu'il soit nul. En l'espèce, la composition sociologique du noyau dirigeant et fondateur de Podemos, ainsi que son socle militant [Nez, 2015 ; Cervera-Marzal, 2018], offre peut-être aux idées plus de « prise » sur l'action partisane qu'elles n'en ont d'ordinaire. Outre les indices exposés ci-dessus à propos de la biographie personnelle de Pablo Iglesias, une enquête de terrain – que j'ai menée au sein des cercles (organes de base) barcelonais et madrilènes de Podemos entre septembre 2016 et juin 2018 – révèle qu'une grande partie des militants adoptent en réunion un vocabulaire d'inspiration manifestement gramscienne, sans d'ailleurs qu'ils soient tous conscients de sa provenance. « Guerre de position », « guerre de mouvement », « il faut hégémoniser la gauche », « intellectuel organique » ou encore « sens commun » sont des expressions quotidiennement mobilisées par les militants de Podemos ; indice de la pénétration des

1 « Pourquoi Podemos a réussi? Parce que nous faisons l'exact contraire de ce que la gauche aurait fait », affirme avec provocation Pablo Iglesias en 2015 dans une vidéo devenue virale (disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=cS9Jk0wYNc>).

2 La version PDF de ce document est disponible en ligne : <https://lasonrisadeunpais.es/wp-content/uploads/2016/06/Podemos-Programa-Electoral-Elecciones-Generales-26j.pdf>

idées en terrain militant et de la porosité entre champ politique et champ intellectuel.

*

**

Au terme de ce parcours, une constante apparaît : la vitalité de l'idée d'hégémonie semble liée à des périodes de crise – théorique et/ou stratégique – de la gauche. Il ne s'agit pas de dire que ces crises font automatiquement (re)surgir l'idée d'hégémonie. Il s'agit d'ailleurs moins de crise au sens objectif du terme que de configuration historique *perçue* comme critique par les quatre auteurs en question. Antonio Gramsci s'interroge sur les raisons pour lesquelles, en dépit des prévisions marxistes, la révolution n'est pas advenue en Europe occidentale. Ernesto Laclau et Chantal Mouffe dénoncent le privilège accordé aux luttes ouvrières au détriment des autres luttes d'émancipation. Pablo Iglesias s'inquiète du tournant social-libéral du parti socialiste espagnol (PSOE) et de la façon dont la gauche radicale se complait dans une position marginale. Ces crises appellent une réponse que Gramsci, Laclau, Mouffe et Iglesias pensent trouver dans et grâce à l'idée d'hégémonie. Bien que les trois derniers auteurs se réfèrent en permanence au premier, chacun fait un usage spécifique de cette idée, en fonction des enjeux du présent. D'où une série de glissements, dont les deux plus significatifs sont : 1. que Laclau et Mouffe s'émancipent de Gramsci en dissociant le concept d'hégémonie de ceux de classe sociale et de révolution ; 2. que Pablo Iglesias s'approprie l'idée d'hégémonie en tant que ressource pratique pour guider son action militante.

Références bibliographiques

- ANDERSON Perry, 1976, « The Antinomies of Antonio Gramsci », *New Left Review*, n° 100, p. 5-78.
- 1978, *Sur Gramsci*, Maspéro, Paris.
- ARTIÈRES Philippe et ZANCARINI-FOURNEL Michèle, (dir.), 2018, *68. Une histoire collective (1962-1981)*, La Découverte, Paris.
- BOOTHMAN Derek, 2008, « The Sources for Gramsci's Concept of Hegemony », *Rethinking Marxism*, vol. 20, n° 2, p. 201-215.
- CERVERA-MARZAL Manuel, 2018, « Podemos, un parti-mouvement », *Mouvements*, n° 97, p. 87-97.
- FEMIA Joseph, 1998, *The Machiavellian Legacy. Essays in Italian Political Thought*, Saint Martin's Press, New York.
- FRANCIONI Gianni, 1984, *L'officina gramsciana. Ipotesi sulla struttura dei Quaderni del carcere*, Bibliopolis, Naples.

- FROSINI Fabio, 2015, « Hégémonie : une approche génétique », *Actuel Marx*, n° 57, p. 27-42.
- GRAMSCI Antonio, 1930-1935, « Problèmes de civilisation et de culture », *Cahiers de prison*.
- 1975, *Écrits politiques I*, Gallimard, Paris.
- 1980, *Écrits politiques III*, Gallimard, Paris.
- 2011, *Guerre de mouvement et guerre de position*, La Fabrique, Paris.
- HOARE George et SPERBER Nathan, 2013, *Introduction à Antonio Gramsci*, La Découverte, Paris.
- IGLESIAS TURRIÓN Pablo, 2008, « Multitud y acción colectiva postnacional : un estudio comparado de los desobedientes : de Italia a Madrid (2000-2005) », Thèse de doctorat en science politique, sous la direction de Heriberto Cairo Carou, Université Complutense de Madrid
- 2014, « Un tour d'écrou », in DOMINGUEZ Ana et GIMENEZ Luis (dir.), *Podemos. Sûr que nous pouvons!*, Indigène, Montpellier.
- 2015, « Entender Podemos », *New Left Review*, n° 93, p. 9-32.
- JONES Steve, 2008, *Antonio Gramsci*, Routledge, Abington.
- LACLAU Ernesto, 1996, *Emancipation(s)*, Verso, Londres.
- 2008, *La Raison populiste*, Seuil, Paris.
- LACLAU Ernesto et MOUFFE Chantal, 2009 (1985), *Hégémonie et stratégie socialiste. Vers une politique démocratique radicale*, Les solitaires intempestifs, Besançon.
- MOUFFE Chantal, 2010, « Communisme ou démocratie radicale? », *Actuel Marx*, n° 48, p. 83-88.
- 2014, *Agonistique. Penser politiquement le monde*, Beaux-Arts de Paris éditions, Paris.
- 2016, *L'illusion du consensus*, Albin Michel, Paris.
- MOUFFE Chantal et ERREJÓN Íñigo, 2015, *Construir pueblo. Hegemonía y radicalización de la democracia*, Icaria, Barcelone.
- NEZ Héloïse, 2015, *Podemos, de l'indignation aux élections*, Les Petits Matins, Paris.
- PORTATENTIERO Juan Carlos, 1977, *Los usos de Gramsci*, Pasado y Presente, Mexico.
- PORTELLI Hugues, 1972, *Gramsci et le bloc historique*, PUF, Paris.
- SNOW David *et al.*, 1986, « Frame Alignment Processes, Micromobilization, and Movement Participation », *American Sociological Review*, vol. 51, n° 4, p. 464-481.
- TARRAGONI Federico, 2017, « Le peuple selon Ernesto Laclau », *La vie des idées*.
- THOMAS Peter, 2009, *The Gramscian Moment. Philosophy, Hegemony and Marxism*, Brill, Leiden.
- ZIZEK Slavoj, 1990, « Beyond Discourse Analysis », in LACLAU Ernesto (dir.), *New Reflections on the Revolution of Our Time*, Verso, Londres, p. 249-260.